

*L'énergie*

beaucoup d'orateurs ont parlé ce soir et plus tôt au cours du débat.

Nous semblons avoir oublié très rapidement les leçons que les nations de l'OPEP ont essayé de nous donner. Nous continuons à acheter le pétrole de l'OPEP à un prix exorbitant. Nous ne voulons pas l'acheter de l'Alberta. Nous préférons l'acheter à l'OPEP. En maintenant les prix à un niveau artificiellement bas, nous encourageons le gaspillage de ce bien que le Trésor fédéral importe à grands frais. A moins de nous montrer plus réalistes dans nos tentatives d'équilibrer les besoins du pays, nous pourrions fort bien nous voir dans l'obligation d'en revenir au rationnement.

A mon avis, il n'est vraiment pas normal qu'un pays comme le nôtre qui vend son pétrole et empêche, artificiellement, son prix intérieur d'augmenter, subventionne également les automobiles, les avions et les bateaux de pêche des autres pays en leur accordant le même prix exagérément bas. Si nous voulons inciter les Canadiens, de tous les milieux, à brûler sans aucune restriction le précieux pétrole, surtout l'essence, sans leur faire payer le prix normal, nous devons songer à imposer une sorte de rationnement aux gens qui n'ont pas besoin de brûler cette essence pour gagner leur vie. Pour le moment, n'importe qui peut rouler à sa guise, dans la voiture la plus gloutonne qu'il aura envie d'acheter, sans aucune restriction. Nous nous demandons combien de temps cela pourra durer.

Il y a quelques mois à peine, le premier ministre a déclaré dans son fameux discours devant la Chambre de commerce de Halifax, que nous devons nous attaquer dès maintenant à nos problèmes pétroliers, mais que nous devons également songer à l'avenir. Je voudrais avoir la preuve qu'il songe bien à l'avenir et qu'il va faire quelque chose. A la page deux de son discours, il a tenu des commentaires très profonds à propos des pays de l'OPEP. Il a déclaré:

*J'estime que ce qui est bon pour l'OPEP n'est pas maintenant dans l'intérêt du Canada.*

Je me demande si cela a jamais été dans l'intérêt du Canada. Nous pouvons seulement tirer la leçon de ce qui s'est passé et nous dire qu'il aurait valu la peine que les pays et les sociétés pétrolières de l'Occident paient un prix un peu plus honnête aux pays de l'OPEP il y a dix ans. C'est seulement quand certains des jeunes de la classe moyenne ou de la haute bourgeoisie de ces pays ont eu la possibilité de venir dans les universités occidentales voir par eux-mêmes quelle était la situation qu'ils se sont rendu compte que nous leur achetions une ressource non renouvelable à vil prix et qu'ils vendaient cette ressource, souvent la seule qu'ils possédaient, pour à peine plus de \$1 le baril comme l'a fait remarquer le député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald). Pendant ce temps, nous réalisons d'énormes profits et nous faisons un odieux gaspillage de cette précieuse ressource non renouvelable. Mais ce temps est révolu et maintenant, les pays occidentaux et même les pays arabes eux-mêmes doivent en subir les conséquences. Cela est dû au formidable taux d'inflation et aux énormes tensions internationales que cause présentement et qu'a causé l'utilisation effrénée et imprévoyante d'une très précieuse ressource qui s'épuise rapidement.

Passons brièvement à l'aspect régional et aux besoins des provinces de l'Atlantique. Maintenant que le champ d'Hibernia semble de plus en plus prometteur, j'estime que la meilleure utilisation du pétrole extrait consisterait à exécuter le projet dont notre gouvernement a discuté il y a environ un an avec les États-Unis. Il s'agirait de stocker une partie du pétrole d'Hibernia dans quelques-unes des cavernes qui se trouvent dans la région du détroit de Canso ou dans les mines abandonnées de Belle-Isle. Nous aurions alors au moins une certaine sécurité d'approvisionnement, et à partir de là, nous devrions tâcher de stocker immédiatement du pétrole d'autres sources pour passer ensuite à d'autres biens, qu'il s'agisse de produits alimentaires ou de métaux stratégiques. Il ne semble ni logique ni raisonnable, si l'on examine bien la scène internationale, de supposer que l'Union soviétique ou en fait bien d'autres pays ne commettront pas sinon des actes d'agression, du moins des actes délibérés conçus pour servir leurs propres intérêts.

Au Canada, nous n'avons pas été habiles dans la conduite de nos affaires. Je suppose que nous tous, tant à la Chambre que dans tout le pays, sommes également coupables de ne pas avoir accordé plus d'importance à ces questions il y a des années. Si nous nous étions préoccupés davantage de notre pays, si nous l'avions mieux administré, nous ne serions pas dans l'état de tension et d'incertitude constitutionnelle où nous sommes aujourd'hui. J'espère seulement que le gouvernement ne se sert pas des préoccupations légitimes du pays relativement à la constitution pour cacher l'imcompétence dont il a fait preuve dans la direction du pays au cours des dernières années, incompétence qui a contribué à nous mener là où nous nous trouvons aujourd'hui.

Ce n'est peut-être pas tout à fait à propos, mais je tiens à faire état de mes propres inquiétudes à cet égard. Je crains beaucoup plus quelques-uns des réformateurs bien intentionnés mais trop enthousiastes de la constitution qu'aucun mouvement séparatiste de l'Est ou de l'Ouest. Au fond, je pense que notre pays est très sain. Il est malheureux qu'il n'ait pas été mieux dirigé. Si nous pouvions réviser notre constitution, que ce soit au sujet des télécommunications, d'un Sénat élu ou de tout ce que vous voudrez, au lieu de nous montrer plus zélés que prudents, nous nous en trouverions beaucoup mieux. En fait, il fait bon de siéger ici ce soir et de discuter d'énergie, de problèmes énergétiques mondiaux, de quelque chose qui est au cœur de l'indépendance de notre pays, au lieu d'essayer de démêler la rhétorique de certains arguments abscons que l'on nous sert sous couvert d'urgence nationale à propos de notre constitution, une constitution qui a plutôt bien servi notre pays depuis la Confédération.

**Des voix: Bravo!**

**M. John Evans (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de participer ce soir au débat sur la motion présentée par l'opposition officielle, motion qui a peut-être battue le record à la Chambre par son imprécision. Dans la motion on blâme le gouvernement de n'avoir pas conçu de programme énergétique détaillé et complet pour le Canada. Je trouve que c'est là une position curieuse à adopter pour les députés d'en face.